ARRET DE L'IMMIGRATION OU EGALITE DES DROITS?



Une déclaration du Bureau politique du PCF est venue confirmer appuyer et étendre une campagne engagée par certaines municipalités PCF de la banlieue parisienne sur la question des travailleurs immi-grés. Les municipalités en quesgrés. Les municipalités en ques-tion se proposaient de «prendre des mesures pour arrêter l'immi-gration dans leurs villes» (déclara-tion de Asensi, secrétaire de la fédération de Seine-St-Denis, le 28 octobre lors d'une conférence de presse sur ce thème à Aulnay-sous-Bois), appelaient à «lutter contre la concentration de l'immigration» (déclaration du bureau de la section d'Ivry du PCF).

Le Bureau politique dans sa dé-claration du 5 novembre affirme son soutien à l'attitude de ces municipalités et considère plus géné ralement qu'il faut aujourd'hui agir pour l'arrêt de l'immigration, dans l'intérêt des travailleurs im-migrés eux-mêmes et des travailleurs français.

La similitude très nette, en tout cas dans la forme, de telles positions avec celles avancées notamment par les groupes d'extrême-droite a été soulignée par bien des commentateurs. On a même vu des autorités administratives, des hommes politiques du pouvoir se saisir de ces déclarations pour en souligner le caractère discriminatoire, ce qui ne manque pas d'audace, venant de ceux qui mettent en œuvre depuis des années une législation, une politique anti-immigrés, un «racisme d'Etat», tout fait discriminatoires et qui ont créé les conditions de la résurgenge de groupes fascistes, le développement d'attentats et d'exactions racistes généralement impunis, alors que leurs auteurs (souvent membres de la police) sont, dans bien des cas, connus et les actes tout à fait incontestables.

Bien entendu les responsables du PCF rejettent avec indignation ce genre « d'assimilations calomnia-trices » auxquelles ils répondent parfois avec violence en invoquant la campagne anticommuniste et en assimilant leurs contradicteurs au pouvoir. Ils affirment au contraire défendre des positions de classe et développent une argumentation qu'il s'agit bien en effet, pour porter un jugement,

d'examiner de près.

C'est ce que nous allons faire.

Mais nous retenons néanmoins, comme aspect extrêmement grave de cette campagne lancée par la direction du PCF, la forme qu'elle prend. Parler de «concentration excessive d'immigrés» dans certaines villes, d'«arrêt de l'immigration», parler de prendre des mesures, de lutter pour l'arrêt de l'immigration c'est grave Cela ne l'immigration, c'est grave. Cela ne peut manquer d'alimenter la pro-pagande raciste, les attitudes et les actes racistes qui ont eu depuis des années comme support le mot d'ordre « Halte à l'immigration »

Dans les municipalités PCF

Voici l'essentiel de l'argumen tation des responsables du PCF, telle qu'elle ressort clairement du compte-rendu publié le 30 octobre dans 93 Actualité (publication du

PCF en Seine-St-Denis) de la conférence de presse tenue le 28 à la mairie d'Aulnay-sous-Bois.

«La concentration anarchique et excessive de population étrangère en certains quartiers et certaines villes de notre département relève d'une politique réflèchie de la part de l'Etat, de son préfet et chefs d'entreprises.»

C'est donc contre une politique du gouvernement et du patronat que les dirigeants du PCF appel-lent à lutter. Cette politique a se-lon eux deux objectifs :

1) «se décharger des dépenses d'accueil des migrants et de leur famille.»

2) un but politique : « diriger le flux d'immigration vers les communes à direction communiste. C'est, dans le contexte économisocial et relationnel actuel, chasser la classe ouvrière.» De même «la casse du potentiel éco-nomique, les licenciements, les fermetures de bureaux, d'usines et d'ateliers concourrent au même but» qui est de «réduire l'influence du mouvement ouvrier et démocratique» dans les « entreprises et les communes où s'est assuré des positions politi-

Il y a bien une politique délibé-

rée de la bourgeoisie qui vise de

puis de très nombreuses années

depuis toujours, à concentrer la

classe ouvrière dans un habitat

inférieur qui lui coûte le moins

cher possible, des ghettos, sur-peuplés. Les quartiers des Canuts,

les corons des mineurs, certains quartiers des villes, et maintenant

de plus en plus, au fil du dévelop-pement industriel, les banlieues,

les grands ensembles périphériques des grandes villes. Son but a fou-

jours été de loger au moindre coût

la masse de ses « esclaves salariés ». C'est du même coup et tout

naturellement dans ces quartiers, dans ces corons, dans ces ghettos

ouvriers que s'est développée l'in-fluence des idées et des organisa-

tions de la classe ouvrière. Le PCF d'aujourd'hui à travers les posi-tions qu'il détient dans les municipalités de ces banlieues, est le bénéficiaire de ce passé.

Le «flux d'immigration» diri-vers les banlieues ouvrières n'est rien d'autre que ce mouve-ment. Quand les responsables du PCF y voient un moyen de saper leurs positions et de réduire leur influence, il n'y a à cela qu'une seule raison possible : il ne s'agit pas de position, d'influence dans la classe ouvrière; leur préoccu-pation n'est pas de construire, consolider l'unité des composantes immigrée et française de la classe ouvrière (compte-tenu des différences réelles entre ces com-posantes, de la politique discrimi-natoire et raciste de la bourgeoisie il y a bataille à mener pour une telle unité, et bataille de tous les instants); les positions dont ils se préoccupent, ce sont leurs posi-tions à la tête de ces municipali-Et pour s'y maintenir, cela les intéresse surtout de conserver une partie de leur électorat influencée par les campagnes racis-tes. (Les immigrés eux ne votent

C'est tout le contraire d'une position de classe, et cela les

telle ou telle ville ouvrière pourraient régler le problème en disant: il y a 20 à 30% de gens qui habitent en Seine-St-Denis et, par exemple, travaillent ailleurs; cela crée des problèmes, nous ne vou-lons plus que des HLM soient attribuées à de tels travailleurs! ou usent du même genre d'argu-ment à l'encontre des jeunes ou des Bretons ou des chômeurs?

La déclaration du BP, repre-nant ces idées, indique : «Déjà dans certaines d'entre elles (villes dirigées par le PCF) les différentes communautés de migrants repré-sentent 20 à 30% de la population. Ainsi se trouvent rassemblés des travailleurs aux coutumes, aux styles de vie différents. Cette con centration crée un climat tendu, parfois des heurts entre les différentes nationalités et ethnies, et entre elles et les familles françai-

N'est-ce pas plutôt la situation de chômage, la dégradation générale des conditions d'existence de tous les travailleurs, l'idéologie colonialiste, raciste, persistante et entretenue, les campagnes orchestrées de haut et l'activité qui en découle de groupes fascistes, qui créent et développent la tension?

N'est-ce pas cette situation de

L'arrêt de l'immigration

La déclaration du BP indique, en ce qui concerne l'immigration en général : «Aujourd'hui le gouvernement déclare qu'il faut arrêter l'immigration. Nous diarreter l'immigration. Notis di-sons, nous communistes, oui il faut arrêter l'immigration sous peine de jeter de nouveaux travailleurs français et immigrés au chômage. » La déclaration pour-suit : «Mais le pouvoir de M. Giscard d'Estaing, son ministre Stolè-ru ne font pas ce qu'ils disent. Ils contribuent à l'entrée clandestine organisée de travailleurs dépourorganisee de travanteurs depour-vus de droits sociaux, avec l'objec-tif de peser sur les droits des travailleurs français.» L'immigration est ainsi dési-

gnée au moins comme une source de chômage. Et dans la déclaration, il n'est pas indiqué d'autre cause au chômage (la restructuration, l'aggravation des rythmes et conditions de travail par exemple). Il est très grave que, dans une déclaration de la direction du PCF, on affirme ainsi qu'arrêter l'immigration est un moyen de stopper l'accroissement du chô-mage, ce qui est de plus la porte ouverte à l'idée qu'en expulsant les immigrés on le diminuerait! C'est exactement le thème principal qu'a développé la bourgeoisie pour isoler les immigrés et mieux faire passer sa législation contre

Certes le gouvernement et le patronat continuent à organiser l'immigration (en particulier clan-destine) pour leurs objectifs de profit, pour peser sur les droits des travailleurs français.

des travailleurs français.

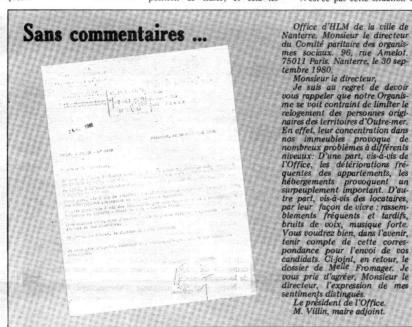
Mais la réponse de la classe ouvrière à cette politique peut-elle être «arrêt de l'immigration»? En aucune manière. Allons nous demander plus de contrôle aux frontières pour refouler les éventuels clandestins? Le Bureau politique period per la controlle de la classe de la controlle de la classe de l tique exige en effet que soit mis fin à ces pratiques. La répression des trafiquants qui s'y livrent (demandée aussi dans la déclaration) est une autre chose, avec laquelle nous sommes d'accord, mais ce n'est pas le fondement d'une attitude de classe, ça n'en est que l'accessoire.

La seule réponse de classe, c'est l'égalité des droits, la lutte pour l'égalité des droits. Cela vaut pour le travail, le logement, la politi-que. C'est le sens des luttes marquantes qu'ont menées ces derniers temps les travailleurs immigrés, que ce soient les Turcs clandestins de la confection, les nettoyeurs du métro ou tout récemment les mineurs marocains de Lorraine. C'est la seule orientation conforme aux intérêts des travailleurs français et immigrés, de la classe ouvrière, car en effet réduire les droits des immigrés, c'est pouvoir peser sur ceux de tous : l'enchaînement législatif qui a conduit des lois Bonnet-Stoléru au projet Peyrefitte en est une

llustration assez éloquente.

Le moins qu'on puisse dire est que ça n'est pas du tout l'axe de la déclaration du BP du PCF et de la campagne qu'elle engage.

Gilles CARPENTIER



amène d'ailleurs à considérer que les travailleurs immigrés ne font partie de la classe ouvrière st bien ce qu'ils expriment quand ils écrivent que le flux d'immigration chasse la classe ouvrière). La seule attitude qui repose

sur une position de classe c'est de se battre pour des logements dé-cents, suffisants, à des prix abordables pour tous les travailleurs à des conditions égales qu'ils à des qu'ils soient français ou immigrés.

Certes cela doit poser bien des problèmes lorsqu'on est en même temps impliqué dans la gestion du budget municipal, dans l'attribution des logements, etc... mais imagine-t-on que les commu-nistes de Seine-St-Denis ou de

chômage, de dégradation des salaires, des conditions de vie, de logement, frappant toute la classe ou vrière (certes les immigrés plus que d'autres) qui crée immanquablement aux municipalités à forte concentration ouvrière des difficultés financières de tous ordres?

Le président de l'Office. M. Villin, maire adjoint.

De même qu'on peut affirmer que l'expulsion des immigrés ne ésoudrait en rien le problème du chômage, de même on ne résoudra pas les problèmes de logement, de vie chère, de la classe ouvrière, en écartant les immigrés des communes à forte concentration ouvrière

Et les rejeter hors de ces com-munes, à l'écart du reste de la classe ouvrière, ne serait-ce pas encore plus les jeter dans des ghettos?